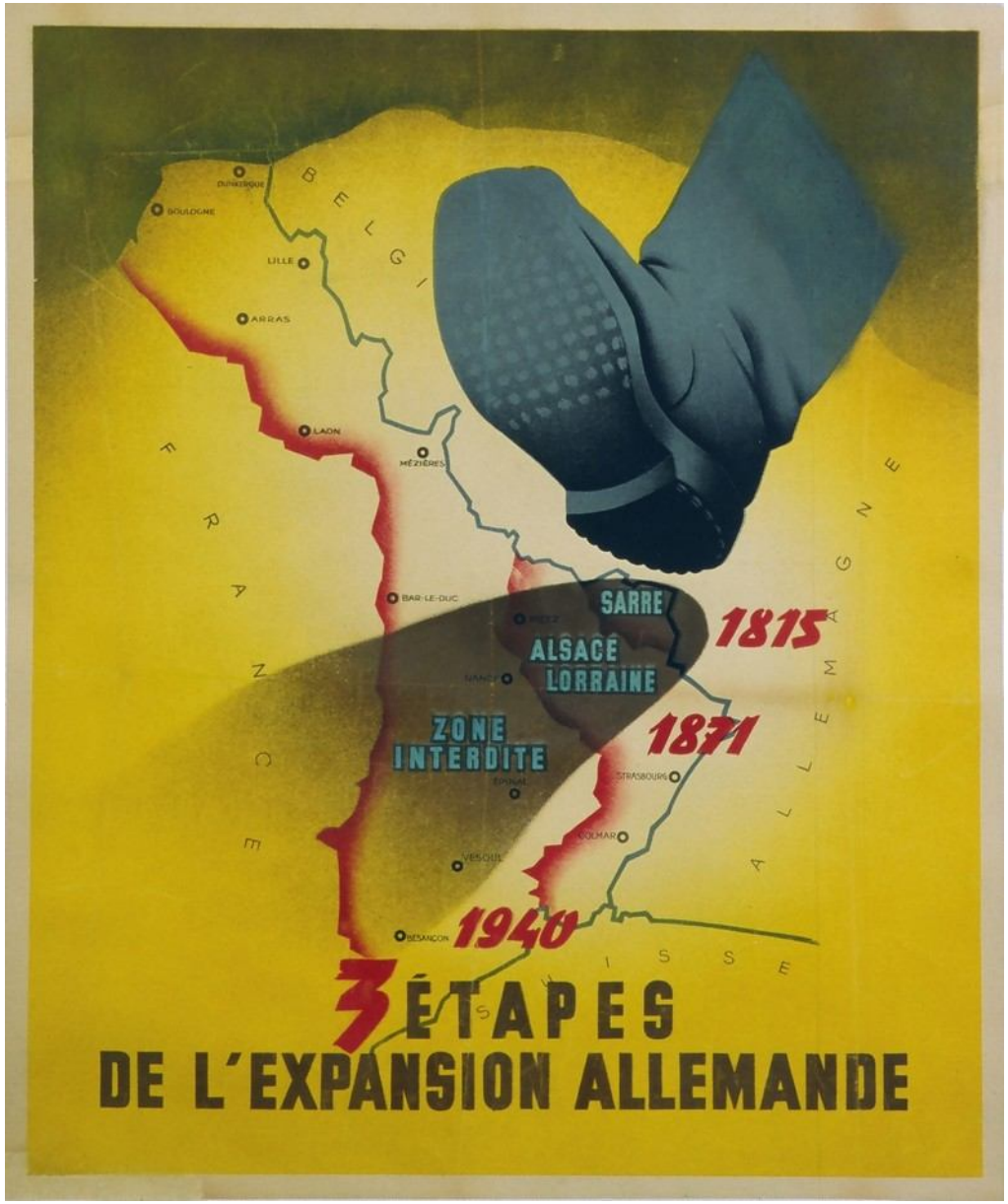
© Centre d'études et musée Edmond-Michelet, ville de Brive, octobre 2012



Dossier pédagogique

LA FRONTIERE S'AFFICHE

Exposition d'affiches du musée Edmond-Michelet
36e Rencontres Edmond Michelet

22-23 novembre 2012
Espace congrès de Brive-la-Gaillarde (CCI de la Corrèze)

VILLE DE BRIVE

Dans le cadre des **36e Rencontres Edmond Michelet**, une exposition d'affiches de propagande est présentée à l'espace congrès de la CCI de Brive, les **22 et 23 novembre 2012.** Réalisée à partir de la collection d'affiches du musée Edmond-Michelet, riche de plus de 400 documents datant principalement de la Seconde Guerre mondiale, l'exposition vise à montrer comment les graphistes se sont emparés du thème de la frontière à des fins de propagande.

La frontière apparaît en premier lieu sur les cartes, largement utilisées par les images de propagande. Elle permet de séparer les camps, de montrer leur puissance respective, de replacer les théâtres de conflits dans le cadre de la guerre mondiale. La question des frontières nationales devient également un sujet politique et iconographique épineux dans le cadre de la France occupée, amputée de l'Alsace-Moselle.

Lors de la Seconde Guerre mondiale, les frontières dépassent largement le cadre géopolitique traditionnel, et revêtent une forte dimension idéologique : il s'agit alors, à travers les images de propagande, de distinguer des formes de civilisation radicalement ennemies. La propagande allemande oppose ainsi l'Europe nouvelle au « judéo-capitalisme » anglo-saxon et au « judéo-bolchevisme » russe, en utilisant toute forme de stéréotypes pour accentuer la séparation.

A l'inverse, la propagande de Libération diffusée par les Alliés insiste sur l'unité du monde libre, qui transcende les frontières entre les États et les peuples.

Le choix d'affiches permet d'aborder l'ensemble de la période de la Seconde Guerre mondiale, de l'avant-guerre à l'après-Libération. Y sont évoquées la conduite de la guerre, l'Occupation et la Collaboration, ainsi que la Libération.

Exploitation pédagogique

Programme d'histoire de Troisième et de Première
Programme d'histoire des arts de Troisième

© Centre d'études et musée Edmond-Michelet, ville de Brive, octobre 2012

LES EMPIRES COLONIAUX : DE L'UNION A LA DESUNION

A la veille de la Seconde Guerre mondiale, la France et le Royaume Uni sont les deux premières puissances coloniales. Devant la menace d'une agression imminente de l'Allemagne nazie, le président du Conseil Paul Reynaud, en même temps qu'il fait appel au patriotisme des Français, cherche à « *impressionner les Anglais pour obtenir d'eux un concours plus étendu* ». Mais le mal était fait : on était persuadé que « *le front était, à l'avance, tracé par les ouvrages de la ligne Maginot que prolongeaient les fortifications belges* », et qu' « *ainsi, serait tenue par la nation en armes une barrière à l'abri de laquelle elle attendait (...) que le blocus eût usé l'ennemi et que la pression du monde libre l'acculât à l'effondrement* » (**Charles de Gaulle**).

La politique impérialiste, menée continûment tout au long du XIX^{e} siècle, a plus d'une fois suscité d'âpres rivalités entre les États colonisateurs, désireux de contrôler le plus grand nombre de territoires. La propagande antibritannique, menée aussi bien par les services allemands que par les services de l'État français, après avoir rappelé que l'Angleterre n'avait jamais cessé de contrecarrer l'expansion coloniale française, en particulier en 1898, au moment de la crise de Fachoda, s'ingénie à montrer qu'elle reste l'ennemi héréditaire, toujours prête à se saisir de certaines parties de l'Empire français !

© Centre d'études et musée Edmond-Michelet, ville de Brive, octobre 2012

LES EMPIRES COLONIAUX : DE L'UNION A LA DESUNION

Nous vaincrons parce que nous sommes les plus forts

J. Kap, 1939

Cette affiche relève d'une campagne de souscription aux bons d'armement destinée à soutenir l'économie de guerre. Reprenant une phrase de Paul Reynaud de septembre 1939, *« nous vaincrons parce que nous sommes les plus forts »*, elle met en avant l'importance stratégique des empires coloniaux dans la conduite de la guerre.

La carte du monde fait apparaître en rouge les possessions coloniales des Britanniques et des Français, qui sont confondues et dont la masse contraste, à l'échelle mondiale, avec la petite étendue du Reich allemand.

Hier, aujourd'hui, demain ?

1942

Éditée par le ministère de l'Information du gouvernement de Vichy, cette affiche s'inscrit dans le cadre de la propagande antibritannique de l'État français. Les rapports avec l'ancien allié de 1939 ne cessent en effet de se dégrader depuis le début de l'Occupation, malgré la neutralité revendiquée par le gouvernement de Vichy. La raison principale en est les attaques contre les possessions coloniales françaises, qui permettent de faire basculer certaines parties de l'Empire du côté des Alliés et de la France libre du général de Gaulle.

L'Angleterre redevient alors l'ennemi héréditaire, présenté ici sous les traits d'un bouledogue insatiable et sanguinaire, qui ne cesse de voler les terres françaises pour accroître son propre Empire. Pour accentuer cette idée, le texte de l'affiche rappelle les nombreux conflits qui ont opposé la France à l'Angleterre depuis la guerre de Cent ans.

© Centre d'études et musée Edmond-Michelet, ville de Brive, octobre 2012

L'ALLEMAGNE CONQUERANTE

Otto von Bismarck, devenu chancelier du roi de Prusse en 1862, n'a eu de cesse d'utiliser le nationalisme allemand et les aspirations à l'unité allemande. Il estimait que le problème allemand ne pouvait « être tranché que par l'épée » et qu' « il fallait une guerre nationale contre le peuple voisin français (...) notre agresseur de toujours ».

Aussitôt qu'il fut nommé chancelier le 30 janvier 1933, Adolf Hitler s'empressa de mettre fin aux dispositions militaires et territoriales du traité de Versailles (28 juin 1919) et d'inclure les populations d'ethnie allemande dans l'Empire germanique.

Le 7 mars 1936, il décida de remilitariser la Rhénanie, opération condamnée par l'Angleterre et la France, mais non suivie de renoncement. Et de se lancer sans plus tarder dans une politique de militarisation et d'agressions contre les pays voisins, ce qui devait conduire à la Seconde Guerre mondiale. Entre le Reich nazi, régime totalitaire, et la France de la III^{e} République, démocratie pluraliste, la frontière n'était plus seulement une frontière matérielle, mais aussi une frontière de civilisation, fruit de nationalismes exacerbés.

© Centre d'études et musée Edmond-Michelet, ville de Brive, octobre 2012

L'ALLEMAGNE CONQUERANTE

Souscrivez pour sauver la paix et vos libertés

Paul Colin, 1938

Éditée dans le cadre de l'effort de réarmement de la France amorcé par le gouvernement de Léon Blum en mars 1938, cette affiche est réalisée par Paul Colin, un des plus grands affichistes de l'époque.

L'affiche est construite autour d'une allégorie assez complexe, dont la figure centrale est celle de la Semeuse, créée par Oscar Roty pour les timbres et pièces de monnaie français. Cette Marianne de lumière brandit un bouclier d'acier, qui protège les blés, symboles de la prospérité française, d'un adversaire hors-champ situé à droite de l'image, et donc à l'Est de la France : l'Allemagne, qui mène une politique de remilitarisation depuis 1936 et devient chaque jour plus menaçante.

Derrière la Semeuse, les usines fumantes sont celles qu'il faut financer pour fabriquer l'armement, ici un bouclier, dans une optique de défense du territoire et de ce que la République a apporté à la France : la paix et les libertés.

3 étapes de l'expansion allemande

1940

Cette affiche peu connue ne comporte aucune marque de signature ou de provenance, ce qui rend difficile son attribution. Faisant référence à la zone interdite créée après l'armistice de juin 1940, il est peu probable qu'elle ait pu être affichée sur le sol français, à cause de la censure qui n'aurait pas manqué de s'exercer alors.

Y est dénoncée en effet l'expansion allemande, sous la forme d'une botte de soldat qui marche sur la France et réduit inexorablement les frontières du pays. Après la Sarre en 1815, l'Alsace-Lorraine en 1871, c'est toute une bande de territoire du nord-est de la France qui est détachée du reste du pays par les conditions d'armistice, le Nord et le Pas-de-Calais étant rattachés au gouvernement militaire de Bruxelles et les autres régions étant destinées par Hitler à devenir des zones de peuplement allemand.

© Centre d'études et musée Edmond-Michelet, ville de Brive, octobre 2012

L'ALSACE OCCULTEE

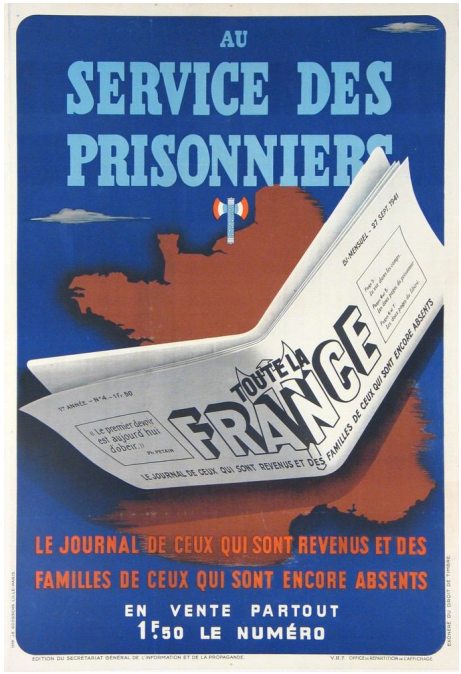
En signant le 22 juin 1940 l'armistice, le gouvernement français s'est engagé à faciliter, avec les autorités allemandes, le rapatriement des civils dans les territoires occupés. Bien que leur annexion ne soit pas inscrite dans les clauses, l'Alsace et la Moselle sont finalement rattachées au Reich dès le mois de juillet, la première au Gau de Bade, la seconde à celui de Westmark avec la Sarre et le Palatinat.

Si les nazis interdisent dans la France occupée toute représentation de l'Alsace-Moselle et glorifient le « rétablissement de la communauté du Rhin supérieur », les services de l'information de Vichy cherchent à préserver l'intégrité territoriale de la France, au moins dans sa représentation cartographique.

Sur les cartes éditées à l'intention des prisonniers de guerre ou en faveur du travail en Allemagne, seules les frontières légales sont figurées. Mais dès qu'il s'agit de transmettre un message dans la zone Nord, il est demandé d'occulter les deux provinces annexées, au moyen de subterfuges graphiques : un journal largement ouvert, un portrait, celui d'un ouvrier français, du roi Saint-Louis, ou bien encore du maréchal Pétain...

On peut signaler aussi qu'une consigne permanente de la Censure de Vichy interdisait « de traiter dans les journaux de la question de l'Alsace-Lorraine ! »

© Centre d'études et musée Edmond-Michelet, ville de Brive, octobre 2012



L'ALSACE OCCULTEE

Au service des prisonniers

1941

Affiche de promotion du journal *Toute la France*, destiné aux prisonniers de guerre rentrés en France et aux familles de ceux qui sont toujours en Allemagne. Concernant près d'un million et demi de soldats, auxquels il faut ajouter leurs familles, la question des prisonniers de guerre est l'une des plus importantes pour le régime de Vichy. Sa propagande s'efforce de mettre en valeur le rôle qu'il joue pour faciliter le retour des prisonniers. Cette question est également l'un des pivots de la politique de collaboration avec l'Allemagne mise en œuvre par le gouvernement du maréchal Pétain.

Si l'Allemagne n'est ni figurée ni mentionnée sur l'affiche, l'Alsace-Moselle est discrètement évincée par un artifice graphique, le bord du journal prenant la place de la région annexée par Hitler et interdite de représentation. Le dessin volontairement imprécis des limites territoriales permet de rendre encore plus floues les frontières d'un pays dépecé par les conditions d'armistice.

Plantée au nord de la carte de France, la francisque – emblème du régime de Vichy – s'efforce d'entretenir l'illusion de la souveraineté du gouvernement français.

Loin des tiens mais pour eux, pour la France

Vers 1942

Une des nombreuses affiches relatives à la collaboration économique, qui conduit au départ de nombreux ouvriers français vers l'Allemagne, en échange de compensations bien maigrement concédées par l'occupant. La question du travail en Allemagne fait l'objet d'une intense propagande, du côté du gouvernement français comme de celui des autorités d'occupation. Alors que la loi du Service du travail obligatoire n'est pas encore promulguée, les arguments pour inciter les Français à contribuer à l'économie de guerre allemande sont avant tout économiques et patriotiques : contribuer au bien-être de sa famille grâce au bon salaire touché en Allemagne et favoriser le retour des prisonniers de guerre français.

L'affiche est ici construite par superposition de plans, et utilise une technique mixte de photographie et de chromolithographie : les cheminées d'usine qui barrent le côté droit de l'image permettent de masquer l'Alsace-Moselle annexée.

© Centre d'études et musée Edmond-Michelet, ville de Brive, octobre 2012

FRONTIERES IDEOLOGIQUES

La structuration des frontières de la nouvelle Europe que les nazis ont voulu construire, est à replacer dans un contexte marqué par la brutalisation de la guerre et des idéologies.

La frontière est de ce fait envisagée comme une frontière de civilisation, une frontière qui n'est pas seulement physique et matérielle, mais profondément idéologique, qui, sur une carte, ne se limite pas à une ligne, mais correspond à une zone plus ou moins vaste. Une telle frontière est par essence multiforme et conçue comme une arme dirigée vers l'extérieur.

La perfide Albion mobilise l'attention des services de propagande, non seulement allemands, mais aussi de l'État français. On l'accuse d'être à l'origine du conflit, d'accueillir les ennemis de l'Allemagne (les Juifs, les gaullistes, les « puissances de l'argent »), et de diffuser sur les ondes de la BBC, une litanie de « bobards ».

L'URSS à son tour, après l'exécution du plan Barbarossa (22 juin 1941) est l'objet d'un véritable matraquage idéologique. À l'argument matériel s'ajoute ou se substitue l'argument idéologique. La protection de la France et de ses prisonniers, aux yeux du gouvernement de Vichy, oblige Allemands et Français à unir leurs forces pour faire face à certains défis communs, et notamment à défendre l'idée d'une « croisade contre le bolchevisme ».

© Centre d'études et musée Edmond-Michelet, ville de Brive, octobre 2012

FRONTIERES IDEOLOGIQUES

Les bobards sortent toujours du même nid

André Deran, 1941

Affiche éditée par la Ligue française, organe collaborationniste dirigé par Pierre Costantini. Celui-ci, qui a le soutien des Allemands, obtient des facilités pour éditer et faire imprimer des affiches à fort tirage (125 000 exemplaires pour l'une d'entre elles, « *Laissez-nous tranquilles* », dirigée contre Juifs et gaullistes).

L'affiche des « *bobards* » concentre un nombre important de thèmes de la propagande collaborationniste : antigaullisme, antisémitisme, antimaçonnisme, hostilité envers l'Angleterre et condamnation de la III^{e} République. Elle s'inscrit dans une campagne de dénigrement des émissions de la BBC à destination de la France occupée. De plus en plus écoutée par les Français, Radio Londres diffuse en effet une contre-propagande qui dément l' « information » officielle soumise à la censure, et elle est rapidement vue comme un danger pour les Allemands et le régime de Vichy, d'autant que la diffusion des ondes ne connaît pas de frontières.

Du sol d'Angleterre, où sont figurés les émetteurs de la BBC, partent les « *bobards* » colportés par des oiseaux à figure humaine, sous les traits desquels on peut reconnaître, outre de Gaulle, les derniers présidents du Conseil de la III^{e} République avant Pétain : Blum, Daladier et Reynaud.

L'étoile de David et les symboles maçonniques portés en sautoir par deux d'entre eux visent à associer les messages de la BBC à un complot des forces judéo-maçonniques de l' « anti-France ».

Avec ce de Gaulle-là…

1940

En septembre 1940, une force expéditionnaire composée de soldats anglais et de militaires français ayant rejoint la France libre échoue devant Dakar, repoussée par des marins restés fidèles au gouvernement de Vichy. Cette opération, qui devait permettre de rallier l'Afrique occidentale française à la France libre, constitue un échec important pour le général de Gaulle.

La propagande allemande s'empare de cet épisode pour ridiculiser de Gaulle et les Britanniques, comme sur cette affiche réalisée par la Ligue française antibritannique, officine collaborationniste financée par les Allemands. Le chef des Français libres est figuré sous la forme d'un bouchon de canne à pêche, lancé par un Churchill qui, dans une minable barque, part à l'assaut des bâtiments français protégeant les territoires de l'Empire. La caricature du financier juif, qui se trouve derrière Churchill, est la première manifestation de propagande antisémite sur les affiches de cette période, et vise à dénoncer les Juifs comme les seuls responsables de la guerre.

© Centre d'études et musée Edmond-Michelet, ville de Brive, octobre 2012

Victoria. La croisade contre le bolchevisme

1941

Affiche éditée par les services de propagande allemands en France (*Propaganda Abteilung*). Le déclenchement de l'offensive allemande contre l'URSS, au mois de juin 1941, s'accompagne d'une intense propagande ayant pour but de faire apparaître la guerre à l'Est comme une « *croisade* » contre le bolchevisme, c'est-à-dire une véritable guerre de civilisation. S'affrontent d'un côté l'Europe nouvelle, espace dominé par l'Allemagne et l'idéologie nazie de la race, et de l'autre le communisme « asiatique », présenté comme un danger mortel pour la civilisation européenne. La lutte militaire entre nations souveraines s'efface au profit d'une ligne de front binaire, de nature idéologique, dont l'enjeu est l'avenir de la civilisation.

Dans cette perspective, toutes les nations européennes (à l'exception de la Grande-Bretagne et de la Suisse) sont appelées à fournir leur contingent de « croisés » pour vaincre l' « hérésie » bolchevique. À noter que sur la carte, la frontière entre la France et l'Allemagne a purement et simplement disparu.

Le grand « V » qui apparaît en surimpression de la carte renvoie à un épisode fameux de l'histoire de la propagande : la « bataille des V », qui fit rage pendant l'été 1941. Suite à une initiative de la résistance belge, le « V » devient rapidement un signe de reconnaissance et d'espoir pour tous les opposants au nazisme dans la France et la Belgique occupées. Inquiets devant la prolifération de ces symboles de résistance, la propagande allemande tente de récupérer le signe « V » à son profit, pour en faire le symbole des victoires allemandes sur le front de l'Est (*Victoria*).

Chaque heure de travail en Allemagne… protège la France

Vers 1942

Affiche de propagande pour le travail en Allemagne.

Alors que les affiches françaises utilisent les ressorts de l'intérêt ou de la solidarité avec les prisonniers de guerre pour inciter les ouvriers à partir travailler en Allemagne, les affiches allemandes se placent plus volontiers dans une perspective idéologique. Le travail en Allemagne, qui permet de soutenir l'effort de guerre à l'Est, est présenté comme un élément fondamental de la lutte contre le bolchevisme. Aussi, en apportant sa pierre à l'édifice, l'ouvrier consolide le rempart qui protège l'Europe, et donc la France, du danger rouge, figuré ici sous la forme d'un incendie qui menace d'embraser le pays.

© Centre d'études et musée Edmond-Michelet, ville de Brive, octobre 2012

LE MONDE LIBRE

8 mai 1945 : l'Allemagne nazie capitule sans condition. Son territoire, dont le sort a été réglé lors des conférences interalliées de Yalta (février 1945) et de Postdam (juillet 1945) est ramené dans ses frontières de 1937 : le territoire des Sudètes est rendu à la Tchécoslovaquie ; le rattachement de l'Autriche à l'Allemagne annulé ; l'Alsace-Moselle et tous les territoires annexés au Reich sont restitués. Entre l'Allemagne et la Pologne, une nouvelle frontière est fixée à la ligne Oder-Neisse. L'Allemagne est enfin démilitarisée et découpée en quatre zones d'occupation : américaine, britannique, française et soviétique, tandis que la capitale Berlin est elle-même divisée en quatre secteurs d'occupation et soumise à l'administration quadripartite des Alliés.

L'imaginaire français va devoir s'habituer à percevoir la frontière non plus comme une seule ligne mais comme une zone. Avec la Guerre froide (1947), l'Allemagne et Berlin-Ouest deviennent le principal enjeu de l'affrontement entre le bloc de l'Ouest et le bloc de l'Est. Deux modes de vie se dressent l'un face à l'autre : le « monde libre », celui des institutions et des élections libres, de la liberté de parole et de culte, l'absence de toute oppression politique, et celui qu'**Edmond Michelet** résume ainsi : « la volonté d'une minorité imposée par la force et la police d'Etat à la majorité, l'oppression, une presse et une radio contrôlées, des élections dirigées, la suppression de la liberté individuelle » (23 mars 1947).

© Centre d'études et musée Edmond-Michelet, ville de Brive, octobre 2012

Libération

Robert Dumoulin, 1944

Affiche réalisée pour le Gouvernement provisoire de la République française, et posée sur les murs de Paris lors de la libération de la ville, le 25 août 1944. Cette affiche est l'une des premières qui furent réalisées en France pour célébrer la Libération, après quatre ans d'occupation et de propagande allemandes. Robert Dumoulin, qui dessina l'affiche, appartenait au « *groupe de la rue de Lille* », qui aidait les mouvements de Résistance en imprimant clandestinement leurs tracts et leurs journaux.

Sur fond d'un immense drapeau tricolore flottant au vent, la Statue de la liberté éclaire le jour nouveau qui se lève sur le pays. L'inscription *« La Fayette nous voilà »* reprend les paroles du général américain Stanton prononcées en 1917, et rappelle l'amitié qui unit les deux pays depuis la Guerre d'indépendance américaine. L'union des drapeaux et des soldats alliés dans le combat contre l'Allemagne signe la réintégration de la France dans le camp des vainqueurs, en même temps qu'elle donne l'illusion de l'unité du monde libre, soviétiques et occidentaux marchant côte à côte… pour quelque temps encore seulement.

FHK Henrion, 1944

Affiche réalisée par l'un des plus grands graphistes anglais, pour le compte des services d'information américains à Londres. Avec le débarquement, les armées alliées apportent avec elles de nombreux documents de propagande, qui recouvrent bientôt sur les murs les affiches laissées par les Allemands.

Réalisée sous forme d'un montage photographique dénué de tout texte, cette affiche valorise la force de l'union des nations alliées dans le combat final contre l'Allemagne nazie.

© Centre d'études et musée Edmond-Michelet, ville de Brive, octobre 2012

Engagez-vous, rengagez-vous dans les Troupes d'Occupation en Allemagne
MAB, 1947

Les Troupes d'Occupation en Allemagne, héritières de la 1e Armée française qui participa au combat final contre l'Allemagne nazie, prennent position en juillet 1945 dans la zone d'occupation française. Celle-ci s'étend sur d'anciennes régions frontalières, la Sarre, la Rhénanie-Palatinat et le Bade-Wurtenberg, dont les contours sont dessinés sur l'affiche.

Bien que l'emblème des TOA, sur lequel une épée inscrite dans une croix de Lorraine fracasse une croix gammée, rappelle les combats récents, le contenu des images fait davantage penser à une évocation touristique des régions sous administration française.

En 1949, le pays est divisé entre la RFA et la RDA, la première comprenant les zones d'occupation anglaise, française et américaine, la seconde la zone d'occupation soviétique, tandis que la ville de Berlin se trouve séparée en deux. Selon l'expression célèbre de Churchill en 1946, un « *rideau de fer s'est abattu sur le continent* », qui redessinera d'autres frontières entre le monde libre occidental et les régimes communistes.

INFORMATIONS PRATIQUES

Dates : 22 et 23 novembre 2012
Lieu : Espace congrès de Brive-la-Gaillarde
CCI de la Corrèze
10, avenue du maréchal Leclerc, 19100 Brive

Horaires des visites : de 9h à 18h

Afin d'organiser les visites des classes, prière de nous contacter au préalable.

Renseignements :
Centre d'études et musée Edmond-Michelet
4, rue Champanatier – 19100 Brive
05.55.74.06.08
museemichelet@brive.fr
http://museemichelet.brive.fr

Dossier pédagogique :
Gilbert BEAUBATIE
David MARMONIER